



Pour une Sécurité sociale du 21e siècle

Alors que le conseil scientifique recommande le masque dans l'espace public...

Pourquoi les masques ne sont-ils pas gratuits et obligatoire ?

Pourquoi une telle frilosité sur le dépistage généralisé et notamment sur les tests « sérologiques » ?

Parce que ce gouvernement ultra libéral considère que la santé publique est un marché financier comme un autre.

Selon le professeur émérite de médecine Claude Got qui dénonce la politique du gouvernement pour le déconfinement. Selon lui, il aurait fallu obliger la population à porter un masque dans l'espace public "C'est une erreur



évidente".

Cela anticipe la montée d'inégalités entre ceux qui auront un masque et ceux qui n'en porteront pas dans l'espace public.

C'est bien une décision gouvernementale sanitaire assumée et coupable prise, comme les autres, face à l'absence de moyens.

Quid des 3 semaines supplémentaires de confinement en Ile de France, zone rouge carmin avec ses problématiques de transports (exemple Ligne 13), surcharge des hôpitaux et la circulation importante du virus...

Est-ce pour cela que notre pays déplore dans cette pandémie l'un des taux de décès le plus élevé au monde ?

Pour les libéraux...

Aux oubliettes l'intervention d'Ambroise Croizat, Responsable Cgt de la métallurgie et ministre communiste de la Libération, à l'Assemblée nationale en 1945 : « Désormais, nous mettrons fin à l'insécurité du lendemain, nous mettrons l'homme à l'abri du besoin, nous ferons de la retraite non plus l'antichambre de la mort mais une étape de la vie et nous ferons de la vie autre chose qu'une charge et un calvaire. »

Aujourd'hui, la Macronie, privilégie la charité au détriment de la solidarité pour les personnes les plus démunies dont il a, par ses choix politiques, précipité la chute dans la pauvreté.

Aujourd'hui, pour la Macronie, se sont toujours et majoritairement les salariés qui trinquent à coup de Lois antisociales, de 49-3 ou d'ordonnances.





Le travail est utile socialement, il est le seul facteur de création de richesse qui fait la force d'un pays, il se doit d'être source d'épanouissement et de solidarité, ce n'est donc pas de charité ou d'aide sociale dont la population française a besoin, mais d'un travail dans de bonnes conditions avec un salaire pour bien vivre.



Il est urgent d'exiger l'augmentation des salaires et des moyens conséquents pour que les salariés puissent vivre dignement de leur travail, mais aussi vivre dignement au travail en embauchant massivement pour partager la surcharge de travail imposée, supprimer la subordination liée au contrat de travail et stopper les conséquences du « mal travail ».

Dans notre pays l'objectif des gouvernements successifs, endoctrinés à l'ultra libéralisme débridé, est de **supprimer toute conception de service public et d'Etat providence**, tout se vend, tout s'achète et le marché s'autorégule, **créant ainsi une société inhumaine, où les inégalités se creuses.**

Il y a 75 ans le CNR, par la voie d'Ambroise Croizat, a eu le courage politique de lancer l'idée d'une Sécurité sociale pour laquelle « **Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins** », aujourd'hui cela devrait être plus que jamais une réalité dans le cas de cette crise sanitaire et **ce slogan une idée d'avenir.**

La Sécurité sociale a prouvé maintes fois son efficacité comme amortisseur social face aux crises capitalistes successives, sa destruction politique et idéologique est :

INACCEPTABLE et INTOLERABLE.

Face à la volonté gouvernementale, méthodique et destructrice, il est urgent de reconquérir le financement de la Sécurité sociale nécessaire pour répondre aux besoins sociaux actuels et à venir, pour une nouvelle efficacité économique et sociale ouvrant la voie d'une sortie de la crise systémique et de celle actuellement précipitée par la crise sanitaire mondiale.





Pour rappel :

« La mise en place d'un plan complet de Sécurité sociale vise à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État, de la naissance à la mort. » *A. Croizat.*



La Sécurité sociale ne souffre pas d'un excès de dépenses mais d'une insuffisance de recettes, et son financement doit reposer exclusivement sur les cotisations sociales.

Ce manque de recettes est notamment imputable aux chômages, à la stagnation des salaires, à l'écart de rémunération femmes/hommes ainsi qu'à la chimère baisse constante du soit disant "coût du travail" au profit du "coût du capital"...
Il nous faut revendiquer l'augmentation générale des salaires, l'égalité femmes/hommes, l'amélioration des conditions de travail...

Tandis que l'Etat au service du Medef assèche les recettes de la Sécu, par le biais de la LFSS (*Loi de Financement de la Sécurité sociale*) et son application dans les COG (*Conventions d'Objectifs et de Gestions*), notamment en supprimant des cotisations et en exonérant massivement les entreprises, Alors que les besoins de la population eux augmentent, entraînant de fait un déficit structurel.

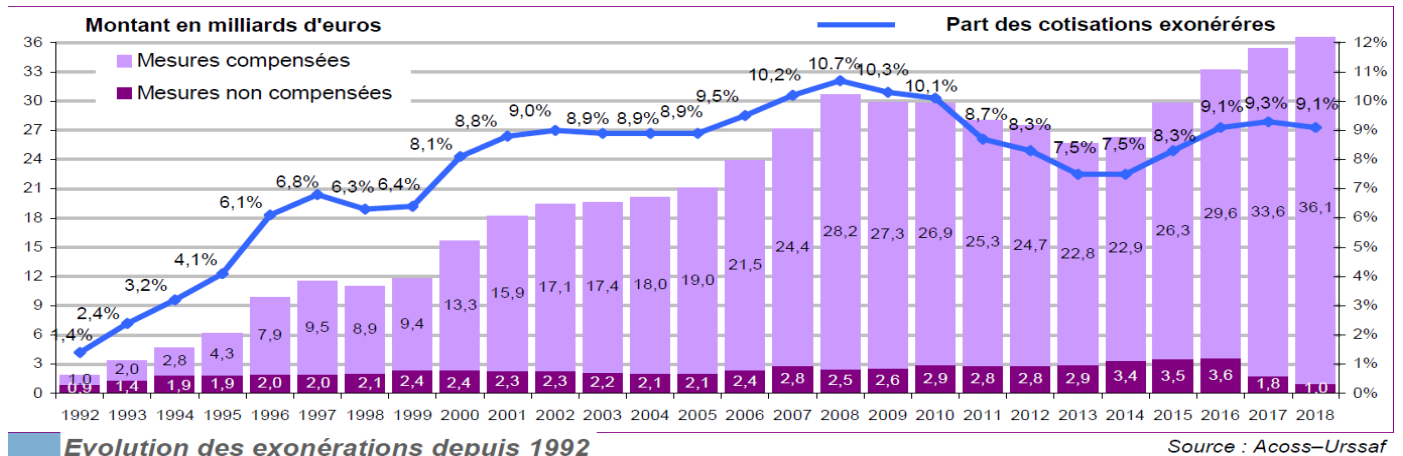
Ainsi le « trou de la sécu » est créé de toute pièce et sert à justifier les réformes régressives de la prise en charge socialisée (*réforme des retraites, des allocations familiales, de l'hôpital et déremboursement des soins, etc.*).

Il faut, entre autres, soumettre aux taux actuels des cotisations sociales employeurs les profits financiers, cela pourrait générer plus 87 milliards d'euros de recettes et supprimer toute exonération de cotisation soit 36 milliards en 2018.





Il impératif de rendre moins profitable la finance, pour ouvrir la voie à une réorientation de l'économie vers la production de richesse réelle.



Evolution des exonérations depuis 1992

Source : Acoiss-Urssaf

Enfin, la Macronie, remet systématiquement en cause les fondements de la solidarité, de l'universalité, de l'unicité de la Sécurité sociale :

- ▶ Conséquence : mensonge sur les masques et le dépistage généralisé.
- ▶ Conséquence : manque de moyens dans les hôpitaux et saturations liés à la fermeture d'hôpitaux, de services et de lits.
- ▶ Conséquence : déremboursement des médicaments et renoncement au soin.
- ▶ Conséquence : après la canicule de 2003, l'un des taux de mortalité du Covid-19 le plus important au monde.
- ▶ Etc. etc tant la liste des conséquences est longue...

Conséquences des décisions politiques durant la période de confinement, les besoins de financement de la Sécurité sociale s'établissent à près de 52 milliards après le versement des pensions de retraite au 7 mai.

Plus grave le plafond d'endettement pour 2020 passe de 39 à 70 milliards d'euros.

Pourtant depuis 1945, on a gagné près de trente années d'espérance de vie. On le doit essentiellement à la Sécu qui a apporté à tous la possibilité de se soigner et qui a mis à la disposition de tous les grands succès médicaux, qui ont sauvé des vies durant des décennies.

STOP à l'asphyxie des recettes de la Sécurité sociale...

Militons pour le droit à une Sécurité sociale à 100 % pour la Santé, la Famille, l'Emploi, la Retraite et la Perte d'Autonomie.

